



PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES

Direction de la stratégie et des moyens

Service du développement territorial

Bureau de l'aménagement durable

**INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**
**Mise en demeure à l'encontre
de la Société MITJAVILA TPTS**

 Commune de PIERREFITTE NESTALAS

**Le Préfet des Hautes-Pyrénées,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L. 514-1-1 qui dispose que :

« 1. Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé. Si, à l'expiration du délai fixé pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, le préfet peut :

1° Obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des mesures prescrites ; il est procédé au recouvrement de cette somme comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine. Pour le recouvrement de cette somme, l'Etat bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts ;

2° Faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites ;

3° Suspendre par arrêté, après avis de la commission départementale consultative compétente, le fonctionnement de l'installation, jusqu'à exécution des conditions imposées et prendre les dispositions provisoires nécessaires. » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 mai 2004 autorisant la société MITJAVILA TPTS, à exploiter des installations de production de pièces métalliques sur le territoire de la commune de PIERREFITTE-NESTALAS ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 14 janvier 2013 ;

Considérant que la société MITJAVILA TPTS est soumise à autorisation au titre des rubriques 2560, 2565, 2566 et 2940 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant qu'à ce titre les dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatives à la protection contre la foudre s'appliquent ;

Considérant que l'analyse du risque foudre, première étape de la protection foudre n'a pas été réalisée ;

Considérant les dispositions de l'article L 514-1-I du Code de l'Environnement visées ci-dessus ;

Sur proposition de Mme la Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1er :

La Société MITJAVILA TPTS est mise en demeure, pour ses installations situées sur le territoire de la commune de PIERREFITTE-NESTALAS, de respecter les dispositions des articles 18 à 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et pour ce faire de :

- sous 3 mois, faire réaliser l'analyse du risque foudre et l'étude technique,
- sous 6 mois, faire procéder à l'installation du système de protection,
- sous 9 mois, faire procéder au contrôle initial des installations.

ARTICLE 2 :

Si à l'expiration des délais fixés aux articles précédents, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement - consignation de sommes - travaux d'office - suspension de l'activité, indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera affiché à la mairie de PIERREFITTE NESTALAS, pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par le Maire de cette commune.

ARTICLE 4 :

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif sis Villa Noulibos, 50, cours Lyautey — B.P. n° 543 - 64010 Pau Cedex.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir le jour où la présente décision est notifiée.

ARTICLE 5 :

La Secrétaire Général de la Préfecture des Hautes-Pyrénées,
Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
Les inspecteurs des Installations Classées placés sous son autorité,
Le Maire de la commune de PIERREFITTE-NESTALAS,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée :

- pour notification, à :

- la Société « MITJAVILA TPTS » ;

- pour information, au :

- Sous-Préfet d'Argelès-Gazost ;
- Procureur de la République près le tribunal de Grande Instance de Tarbes ;
- Commandant le groupement de gendarmerie des Hautes-Pyrénées.

Tarbes, le 24 janvier 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale,




Marie-Paule DEMIGUEL